

## Crédit ou bien-être?

Monica Prasad

### The Land of Too Much

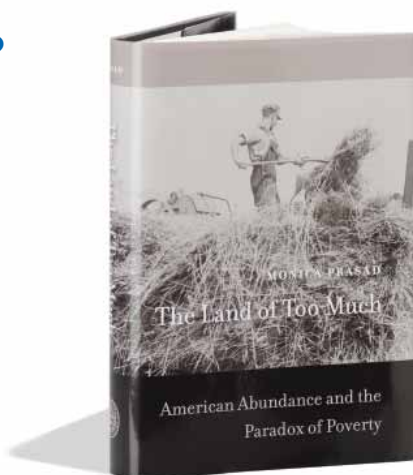
#### American Abundance and the Paradox of Poverty

Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 2012, 344 pages, 39,95 \$ (toilé).

Les États-Unis ont préféré le crédit facile à l'État-providence. Le pays a plus de pauvres que l'Europe de l'Ouest et une protection sociale moins développée, car, entre les années 1890 et les années 30, il a choisi de faciliter le crédit pour promouvoir une croissance économique tirée par la consommation. C'est ce qu'affirme Monica Prasad, sociologue à la Northwestern University, dans l'ouvrage passionnant qu'elle vient de publier.

Pour expliquer les 120 dernières années de l'histoire économique des États-Unis et la façon dont elle se démarque de celle de l'Europe continentale, Prasad avance un réseau d'arguments concernant le crédit, la fiscalité, la consommation, la réglementation, l'État-providence, le jeu politique des intérêts particuliers, la surproduction et la pauvreté. Elle affirme que le laissez-faire économique des États-Unis est un mythe politique, comme le montre le fervent interventionnisme qui a émaillé son histoire, où la réglementation et la fiscalité progressive ont été plus marquées qu'en France, en Allemagne ou en Scandinavie.

Pendant que les Européens, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, se dotaient d'États-providence élaborés, offrant un accès universel aux soins, des retraites publiques généreuses et une assurance sociale, les États-Unis utilisaient la réglementation et la fiscalité pour stimuler la consommation et la croissance. D'après Prasad, cette divergence a conduit les Européens à modérer les salaires et la consommation pour mieux investir dans le social et les Américains à se doter d'un État-providence plus rudi-



mentaire, avec pour corollaire un taux de pauvreté plus élevé.

Prasad attribue ces différences à la surproduction agricole de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début XX<sup>e</sup>, qui a entraîné simultanément des épisodes de déflation et l'essor de grandes entreprises industrielles. Ceci a incité les partisans de la réforme agraire, parmi lesquels les populistes et leurs successeurs, à promouvoir la réglementation et la progressivité de l'impôt aux dépens de taxes sur la consommation plus régressives mais plus efficaces. La vague réformiste entre les années 1890 et les années 30, de William Jennings Bryan à Huey Long et Franklin Roosevelt, est l'histoire de la démocratisation du crédit, au point que la croissance américaine du milieu du XX<sup>e</sup> siècle a été dopée par ce que Prasad appelle le «keynésianisme hypothécaire».

Des historiens comme Lizabeth Cohen et Meg Jacobs considèrent que les dirigeants américains, de Franklin Roosevelt à Richard Nixon, ont tout fait pour augmenter le pouvoir d'achat et la consommation et ainsi stimuler la croissance et relever le niveau de vie. L'abondance du crédit — sous forme de programmes fédéraux de prêts au logement et de prêts étudiants, ou encore d'innovations comme la vente à tempérament et la carte de crédit — a clairement contribué à la prospérité américaine.

Le mérite de Prasad est de ne pas se contenter d'aligner des arguments. Premièrement, elle démontre de manière convaincante que les États-

Unis ont fait bien plus que d'autres pays pour réglementer le marché — de la sécurité alimentaire au secteur bancaire — afin de protéger les consommateurs et de favoriser la consommation. Deuxièmement, elle soutient que les pouvoirs publics se sont évertués à faciliter le crédit privé pour permettre l'accès aux études, à la propriété et aux autres formes de consommation, depuis la *Federal Housing Authority*, qui a institutionnalisé les crédits hypothécaires à faible apport initial et à long terme, jusqu'aux politiques fiscales autorisant la déduction des intérêts immobiliers (et, jusqu'à une certaine période, d'autres types d'intérêts). Troisièmement, elle explique que, dans les années 20 et 30, des démocrates alliés à des républicains des États agricoles ont amené les États-Unis à préférer un impôt sur le revenu progressif à une taxe nationale sur les ventes, qui aurait freiné la consommation.

Prasad arpente l'histoire à pas de géant, sautant des débuts du *New Deal* aux années 70, quand la stagnation économique a conduit les républicains tout comme les démocrates à déréglementer la finance pour rendre le crédit encore plus accessible. On croit connaître la suite : la dette excessive des États-Unis crée des bulles spéculatives, avant de provoquer le cataclysme financier de 2008.

L'histoire, c'est justement là le problème. Prasad ne dit rien de la prospérité qu'a connue l'économie américaine lors du vaste développement de l'État-providence, de la loi sur la sécurité sociale jusqu'à l'initiative de la Grande Société. Elle déclare que la fiscalité régressive contribue à l'essor des États-providence européens; on peut alors se demander pourquoi la politique fiscale américaine, qui a évolué vers moins de progressivité dès 1981, n'a pas amené la croissance, mais un recul des prestations sociales.

Prasad exagère également l'influence du Parti populiste et des agrariens du début du XX<sup>e</sup> siècle et mélange ces

mouvements très différents avec les progressistes urbains et les réformateurs partisans du *New Deal*. Même si elle juge que les États-Unis se sont singularisés en développant le crédit pour doper la consommation, les pouvoirs publics n'ont pas été les seuls acteurs. Des chefs d'entreprise novateurs, y compris des patrons de la grande distribution et Henry Ford, ont bien compris l'intérêt de prêter de l'argent aux consommateurs, et les mouvements ouvriers ont largement œuvré pour la démocratisation du crédit en créant les caisses d'épargne-logement et les coopératives de crédit.

En outre, l'argumentation de Prasad concernant la pauvreté, si elle ouvre le débat, n'est pas suffisamment développée et omet les questions de répartition. Elle affirme que «les interventions progressistes ont échoué», mais les mesures réglementaires de l'ère progressiste et du *New Deal* n'étaient pas destinées à lutter contre la pauvreté. L'offre de crédit a pu être une alterna-

tive à la protection sociale, mais elle visait aussi à alimenter la croissance, et non à combattre la pauvreté. De plus, bien que les États-providence européens aient mieux utilisé leurs dépenses sociales pour faire reculer la pauvreté et les inégalités, l'impôt sur le revenu très progressif appliqué aux États-Unis dans les années 50 et 60 et, plus récemment, le crédit d'impôt sur les revenus du travail ont eu des effets redistributifs favorables sur ces deux plans.

Il est difficile de dire si la thèse de Prasad est applicable aux économies en développement, dont l'État-providence, la réglementation et le crédit sont souvent peu développés. Après des périodes de croissance rapide et de recul de la pauvreté, le Brésil et la Chine ont lancé des programmes de protection sociale dont on ignore encore s'ils seront des armes antipauvreté aussi efficaces que celles adoptées en Scandinavie ou aux États-Unis.

Il arrive à Prasad de se répéter et certaines de ses assertions sont

curieuses. Elle déclare, par exemple, que «la France a créé l'architecture financière néolibérale des années 90», que le mouvement ouvrier américain s'est opposé à la taxe nationale sur les ventes pour des raisons «procapitalistes» et que la loi américaine sur les soins abordables a assuré une «couverture maladie universelle».

Néanmoins, ses arguments concernant le choix entre crédit et protection sociale et les effets de la réglementation poussée et des politiques fiscales progressives en vigueur aux États-Unis (jusqu'à il y a quelques décennies) sont souvent bien tournés et donnent à réfléchir. Malgré l'absence de recommandations concrètes, cet ouvrage stimulera certainement le débat sur la manière dont les économies développées peuvent réussir l'exploit de concilier croissance, justice sociale et stabilité économique.

**Raymond Offenheiser**  
Président d'Oxfam America

## La quête du Graal monétaire



Harold James

### Making the European Monetary Union

Belknap Press, Cambridge, Massachusetts, 2012, 592 pages, 35 \$ (toilé).

Publié par Harold James, professeur d'histoire à Princeton, *Making the European Monetary Union* relate avec concision les événements qui ont conduit à

l'union monétaire tout en expliquant ses origines, son fonctionnement et ses problèmes, et invite ainsi à la réflexion. Ce récit historique fouillé séduira les universitaires friands de détails sur la question.

Cet ouvrage fascinant et d'une lecture très agréable ne pouvait paraître à un moment plus opportun. Judicieusement structuré, exhaustif et regorgeant de faits historiques, il examine les racines politiques et économiques de l'union.

Lorsqu'en 2010 la crise grecque mettait soudainement fin à près d'une décennie de sérénité relative pour la monnaie unique, le débat sur sa viabilité s'est alors rapidement orienté sur la question de savoir si l'union monétaire impliquait ou non une certaine forme d'union budgétaire.

D'après James, la crise financière n'est pas imputable à l'euro. Elle a des racines plus profondes et découle d'une série de problèmes qui ont été

examinés mais non résolus lors de la création de l'euro.

Les origines de la crise de la zone euro nous sont expliquées dans cette étude éclairante du Comité des gouverneurs des banques centrales, devenu ensuite la Banque centrale européenne. L'ouvrage retrace l'élaboration, puis l'application du concept d'union monétaire européenne et de monnaie unique.

Rendant compte des négociations en coulisse, il permet de bien comprendre la crise monétaire européenne. Il montre comment l'euro a été modelé par les tensions constantes entre politiques et technocrates.

L'union monétaire était une entreprise gigantesque, qui continue d'œuvrer pour la stabilité des prix dans ses pays membres en intégrant les systèmes monétaires et en s'appuyant sur une grande monnaie commune, l'euro. À partir des archives du Comité des gouverneurs des banques centrales et

du Comité Delors de 1988–89 accessibles depuis peu, James montre que l'union monétaire a progressé et évo-

la paix en Europe a pratiquement disparu. Le désir d'une union politique totale s'évanouit et, avec lui, le projet

### L'euro a été modelé par les tensions constantes entre politiques et technocrates.

lué, mais qu'elle rencontre divers problèmes dus à l'absence de coordination des politiques, à la complexité des processus décisionnels et aux nombreuses interactions entre variables monétaires et économiques.

À l'origine, l'union monétaire était simplement une étape vers une Europe politiquement unifiée. Mais, avec la chute du mur de Berlin, la désintégration de l'Union soviétique et l'unification allemande, la nécessité d'une union politique comme outil de

d'un euro offrant une plateforme stable dans un avenir prévisible.

L'euro a toujours été controversé et ses défauts de conception sont connus depuis le début, notamment l'absence d'union budgétaire ainsi que de mécanismes permettant de traiter les chocs asymétriques et les écarts de compétitivité. Mais les impératifs politiques liés à la création d'États unis européens ont primé les aspects économiques, et l'euro était la vitrine de ce projet politique.

Les médias annoncent en boucle la disparition de l'union monétaire, et il n'y a pas de remède miracle face à cette situation complexe. L'ouvrage décrit le contexte historique dans lequel sont nés l'union monétaire et l'euro, après des décennies de coopération européenne visant à mettre un terme à des siècles de conflits. Il propose également un point de vue équilibré sur la crise financière actuelle. Il constitue enfin une référence incontournable pour ceux que l'union monétaire intéresse, quelles que soient leurs préférences politiques. Il plaira aux euro-enthousiastes, aux euro-sceptiques et aux euro-réalistes.

**John Ryan**

*Chercheur au Centre for International Studies, London School of Economics and Political Science*

# Science funeste?

## FMI



Écoutez nos entretiens avec des experts  
en économie et décidez : [www.imf.org/podcasts](http://www.imf.org/podcasts)